DIAL 2838

AMÉRIQUE DU SUD - L'eau convoitée de l'aquifère Guaraní (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Un bien stratégique qui n'est pas encore protégé par la loi

Hinde Pomeraniec

mercredi 16 novembre 2005, par Dial

L'aquifère Guaraní est une nappe d'eau faisant partie des plus grandes réserves du monde. Situé dans une zone stratégique, la Triple Frontière, il est partagé entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, mais aussi l'Uruguay. L'eau constitue une ressource déjà rare aux Etats-Unis de même qu'en Europe, en raison des zones de sécheresse qui y sévissent. Dans un tel contexte, l'aquifère Guaraní suscite de nombreuses convoitises. Article de Hinde Pomeraniec, paru dans Clarín.com *(Argentine), le 25 septembre 2005.*

La richesse d'une civilisation se mesurera bientôt en litres. On entend dire depuis quelque temps que le manque d'eau sera la cause de guerres dans un avenir pas très lointain et que la possession de cette ressource sera un trophée inestimable. Or ici, dans le sud, au cœur d'une région partagée entre quatre pays, se trouve la perle rare, l'aquifère Guarani, qui non seulement passe actuellement pour être la troisième réserve souterraine d'eau douce du monde mais aussi qui pourrait être la plus grande nappe d'eau existant sous terre, selon les dernières estimations. Toutes les questions alarmistes habituelles, même les plus extravagantes, commencent à se faire entendre. Est-ce que les gens qui n'ont plus d'eau vont venir puiser dans le Guaraní ? Est-ce qu'ils risquent de nous prendre notre eau par la force ?

Situé entre les bassins des fleuves Paraná, Uruguay et Paraguay, l'aquifère Guaraní couvre une superficie d'environ 1 194 000 km2. Il est divisé entre le Brésil pour 70%, l'Argentine pour 19%, le Paraguay pour 6% et l'Uruguay pour 5%. Quoi qu'il en soit, on ignore aujourd'hui son étendue exacte ; au point que l'on n'est pas encore parvenu à localiser l'extrémité occidentale de la réserve au Paraguay et en Argentine, où l'on pense qu'il s'étire au-delà de la lagune de Mar Chiquita. De même, selon les estimations, l'aquifère Guaraní pourrait s'étendre, au sud, jusqu'aux grands lacs de la cordillère argentine. Ses dimensions forcent l'admiration : sa superficie dépasse celle de l'Espagne, de la France et du Portugal réunis. Avec une capacité de 55 000 km3 (sachant qu'un kilomètre cube équivaut à un milliard de litres d'eau), cet aquifère, bien exploité, pourrait approvisionner une population de 720 millions d'individus à raison de 300 litres par jour et par habitant. Pour l'instant, c'est un scénario qui relève plutôt de la science fiction. « Le problème ne tient pas à la diminution des réserves d'eau, mais à ce leur emplacement et leur qualité changent », a expliqué à Clarín l'expert mexicain Gian Carlo Delgado, auteur de l'ouvrage Agua y seguridad nacional (Mondatori). Selon Delgado « d'un côté le taux de pollution de l'eau est élevé et, d'un autre côté, on commence à observer une redistribution géographique des précipitations et, donc, de l'eau douce ». Il est à prévoir que les zones présentant une grande biodiversité, comme celle qu'abrite l'aquifère Guaraní, connaîtront une augmentation ou, du moins, un maintien des indices de précipitation et que, par conséquent, ces « zones sont appelées à jouer un rôle stratégique au niveau local, régional et

mondial ». annonce Delgado.

Il convient de se rappeler que, sur les 1,4 milliard de kilomètres cubes d'eau que l'on trouve sur la planète, seuls 2,5% sont de l'eau douce, et que le reste ne peut être rendu potable qu'au prix d'opérations de dessalement extrêmement coûteuses et complexes que très peu de gouvernements peuvent se permettre. La quantité d'eau dans le monde double tous les 20 ans mais nombreux sont les facteurs qui nous amènent à nous demander si elle suffira à étancher la soif de tous les humains : croissance démographique, utilisation irréfléchie de la ressource dans l'agriculture, exploitation incontrôlée de cours d'eau, etc. Il ressort des statistiques que 85% de l'eau consommée sont utilisés par 12% de la population. Nouvel exemple d'une manne inégalement répartie, encore que, dans notre cas, cette inégalité profite à la nature. En effet, le continent américain, qui abrite seulement 12% de la population, possède 47% des réserves d'eau potable du monde.

Alors que les pays d'Europe souffrent d'un manque d'eau et se désespèrent parce que à peine cinq de leurs 55 cours d'eau ne sont pas pollués, en Amérique du Sud le problème revêt les couleurs d'un spectre, celui de la privatisation. Ici, il y a de l'eau, elle se voit ou, si elle ne se voit pas, c'est parce qu'elle passe sous terre, mais depuis que les organisations internationales ont décrété que l'eau peut être une marchandise régie par les lois de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et ne constitue pas un droit de l'homme, le passage de la rivière à la canette ou à la bouteille a des relents de dollars. Pour cette raison, une réserve telle que l'aquifère, avec un volume exploitable de 40 à 80 km3 par an, représente une source de richesse extraordinaire pour les entreprises du secteur. Depuis novembre 2001, la Banque mondiale, à travers le GEF (une de ses branches, spécialisée dans l'environnement), finance les recherches et autres travaux visant à assurer un « développement durable » de l'aquifère. C'est à cette époque que les Etats qui partagent le gisement confièrent à des étrangers l'étude de cette ressource, ce qui, aux yeux des observateurs les plus méfiants, revient à leur avoir servi ce trésor national sur un plateau. Des organismes allemands et néerlandais et l'ONU au titre de divers programmes participent à cette étude qui devrait prendre fin en 2006.

« Des organisations internationales comme la Banque mondiale cherchent à créer dans la zone du Guaraní une nouvelle région industrielle et compétitive à l'échelle mondiale, sans se soucier de préserver l'aquifère ni les intérêts réels des habitants de la région (15 millions de personnes), a déclaré du Canada Sara Grusky, de l'ONG Water for Ail du Canada. Elles ont pour seul objectif le développement industriel, ce qui ajoute aux risques de privatisation sous quelque forme que ce soit. »

Tandis que, de son côté, l'Europe est à l'affût des affaires qu'elle pourrait réaliser (les plus grandes entreprises de l'industrie de l'eau sont européennes), les Etats-Unis se disent désespérés de voir leurs réserves s'épuiser et se projettent dans un avenir de stérilité et de sécheresse. Aux termes d'un rapport très complet rédigé par le professeur argentin Elsa Bruzzone, et selon ce qui se dégage des travaux effectués par les Canadiens Barlow et Clark (auteurs du désormais célèbre ouvrage La poursuite de l'or bleu, 40% des cours d'eau et des lacs des Etats-Unis sont pollués, tout comme des aquifères tels que l'Ogallala, qui s'étend sur huit Etats du Dakota du Sud au Texas. La surexploitation de l'eau et l'utilisation de produits toxiques dans l'agriculture achèvent de tuer cette ressource. Le partage de cours d'eau avec le Canada au nord et avec le Mexique au sud, et l'existence de législations interprétées à travers le filtre d'intérêts propres, sont en train d'induire des conflits qui se durcissent d'une année à l'autre.
Sans loi, pas de défense possible. Dans le document intitulé Santa Fe IV, produit en 2000 par un groupe influent du Parti républicain sur la fin du gouvernement Clinton, étaient présentés les principaux éléments géostratégiques qui continueraient de jouer un rôle important pour la sécurité nationale des Etats-Unis. L'un d'eux était la nécessité de garantir « que les pays de l'hémisphère ne soient pas hostiles à nos préoccupations concernant la sécurité nationale ».

Dans le rapport des anciens conseillers de Reagan et de Bush père, un autre point, étroitement lié au premier, explique pourquoi il est primordial que les pays où se trouve le Guaraní promulguent des lois qui protègent l'aquifère en tant que patrimoine de ces pays. Il est dit dans ce document que les Etats-Unis doivent s'assurer « de la disponibilité des ressources naturelles de l'hémisphère pour répondre à nos priorités nationales ».

La visite récente du chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, au Paraguay et son ardeur à obtenir des Etats de la région l'immunité pour ses propres soldats ont fait réapparaître le spectre d'une expropriation. Au nord, d'aucuns pensent que ce qui intéresse vraiment Washington, ce n'est pas l'aquifère mais la concentration possible d'activités terroristes dans la zone de la dénommée Triple Frontière où, curieusement, est situé le Guaraní, qui fournit de l'eau à quelque 500 villes.

Chacun sait que le gouvernement républicain est obsédé par le terrorisme. Il l'est moins, en revanche, par l'avenir et l'environnement, domaines dans lesquels, d'une manière générale, il renâcle à collaborer. Or on ne peut rester indifférent à certaines nécessités impérieuses. En février 2004, quelqu'un a transmis au quotidien britannique The Guardian un rapport secret dans lequel le conseiller du Pentagone, Andrew Marshall, avertissait le président Bush des effets préjudiciables du réchauffement planétaire à court terme, dont le manque d'eau potable. Il y était également recommandé aux Etats-Unis de prendre les mesures voulues pour pouvoir s'approprier cette ressource stratégique, là où elle se trouvait et quand cela serait nécessaire.

A bon entendeur…

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2838.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Clarín.com (Argentine), le 25 septembre 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.